



PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

Direction des collectivités locales
et de l'environnement

ARRÊTÉ n° 41-2016-02-25-003

Portant mise en demeure de la société RECAM SONOFADEX, installation classée pour la protection de l'environnement, de respecter, sur son site implanté 6 rue de l'Industrie à NOUAN-LE-FUZELIER (41), les dispositions de l'article 8.9.4 de l'arrêté préfectoral du 5 mars 2012.

Le Préfet de Loir-et-Cher

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation N° 2012-065-0003 délivré le 5 mars 2012 à la société RECAM SONOFADEX pour l'exploitation d'installations de broyage de pneumatiques usagés et d'entreposage de pneumatiques neufs et d'équipements automobiles sur le territoire de la commune de NOUAN-LE-FUZELIER à l'adresse suivante : 6, rue de l'Industrie, concernant notamment les rubriques 2791, 2714, 2718 et 2663 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'article 5.1.4 de l'arrêté préfectoral du 5 mars 2012 susvisé qui dispose : « *L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. [...]* »

En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an. [...]

Quantités maximales de déchets non-dangereux stockés sur le site :

- Pneus usagés en attente de tri : 42 t
- Pneus usagés en attente de rechapage : 49 t
- Pneus usagés en attente de broyage : 49 t
- Poudrette : 1200 t (2100 m³)

Quantités maximales de déchets dangereux stockés sur le site :

- Filtres à huile : 1 t
- Emballages souillés : 1 t »

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 30 septembre 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 2 novembre 2015

Considérant que lors des visites en date des 8 septembre et 3 décembre 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Des déchets dangereux et non-dangereux sont entreposés sur le site depuis une période supérieure à un an. En effet, ces déchets ont été entreposés avant l'arrêt de la production qui a été officiellement notifié à l'administration le 20 juin 2014.
- Les quantités de certains déchets dangereux entreposés sont supérieures aux quantités admises par l'autorisation préfectorale (4 t d'emballages souillés).

- Les quantités de pneumatiques entreposés sont supérieures aux quantités admises par l'autorisation préfectorale (680 t).

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 5.1.4 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société RECAM SONOFADEX de respecter les prescriptions des dispositions de l'article 5.1.4 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant en particulier que l'importance du dépassement de la quantité autorisée de pneumatiques usagés sur le site est de nature à majorer significativement le risque lié à un incendie de pneumatiques, au-delà des conditions dans lesquelles ont été réalisées les études préalables à l'autorisation ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Loir-et-Cher

ARRÊTE

Article 1

La société RECAM SONOFADEX exploitant une installation de broyage de pneumatiques usagés et d'entreposage de pneumatiques neufs et d'équipements automobiles sise 6 rue de l'Industrie sur la commune de NOUAN LE FUZELIER est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.9.4 de l'arrêté préfectoral du 5 mars 2012 en évacuant les déchets de pneumatiques, d'emballages souillés entreposés sur le site en se conformant à l'échéancier suivant :

- Transmission à l'inspection des installations classées des documents attestant de la commande des prestations d'évacuation et de traitement auprès d'une ou des société(s) spécialisée(s), dûment autorisée(s) et agréée(s) : **15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté.**

- Début de l'évacuation des déchets : **1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.**

- Évacuation de la moitié des déchets (soit 340 t) : **6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.**

- Fin de l'évacuation des déchets : **12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.**

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'ORLÉANS, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4

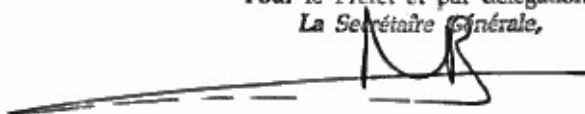
Le présent arrêté sera notifié par envoi postal en recommandé avec accusé réception à la société RECAM SONOFADEX et publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 5

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Loir-et-Cher, Monsieur le Maire de la commune de NOUAN-LE-FUZELIER, Monsieur le Sous-préfet de ROMORANTIN-LANTENAY, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Blois, le 25-FEV. 2016

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'NB', is written over a horizontal line.

Nathalie BASNIER

